



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 20 novembre 2017

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de la Santé.

Une enquête sur l'automédication publiée par le magazine français « 60 millions de consommateurs » dévoile une « liste noire » de produits pharmaceutiques, parmi ceux les plus vendus, et révèle que plus de la moitié des 62 médicaments vendus en libre accès en pharmacie pour soigner les petites pathologies hivernales est à proscrire.

Sur cette liste figurent des médicaments avec deux à trois composés actifs : un vasoconstricteur (nez bouché), un antihistaminique (nez qui coule) et du paracétamol ou de l'ibuprofène (mal de tête).

Selon « 60 millions de consommateurs », ces médicaments « tout-en-un » cumulent des risques de surdosage et d'effets indésirables gravissimes (accidents cardiovasculaires, neurologiques, vertiges...).

En outre, des médicaments à base de pseudoéphédrine à administration par voie orale sont vendus sans ordonnance alors qu'ils délivrent jusqu'à 30 fois la dose de ceux qui s'administrent par voie nasale et qui sont accessibles seulement sur ordonnance. L'enquête s'attaque aussi aux sirops contre la toux.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1. Etes-vous informés des résultats de cette enquête, et quelles suites y seront réservées ?
2. Quel est le nombre de médicaments disponibles actuellement sans ordonnance dans les pharmacies au Grand-Duché pour soigner les « petites pathologies hivernales » ? Quel est le nombre total de médicaments disponibles en vente libre ?
3. Les médicaments incriminés par cette enquête sont-ils tous disponibles au Grand-Duché en vente par internet ? Il y a-t-il certains qui sont réservés à la vente au comptoir en pharmacie ?
4. La publicité pour ces médicaments au Luxembourg est-elle réglementée ? De quelle façon est-il envisagé de donner des informations complémentaires sur les risques de ces médicaments en vente libre ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Cécile Hemmen  
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 20 novembre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3467 du 20.11.2017 de Madame la Députée Cécile Hemmen

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé

Dossier suivi par: JOME Laurent  
Tel: 247 85510  
Email: laurent.jome@ms.etat.lu



Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

Luxembourg, le 13 décembre 2017

**Concerne:** Question parlementaire n° 3467 du 20 novembre 2017 de Madame la Députée Cécile Hemmen  
**Réf. :** 821x5a740

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de la soussignée à la question parlementaire n° 3467 du 20 novembre 2017 de Madame la Députée Cécile Hemmen concernant "Médicaments sans ordonnance".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

La Ministre de la Santé,



Lydia MUTSCH





**Réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 3467 du 20 novembre 2017 de Madame la Députée Cécile Hemmen concernant "Médicaments sans ordonnance".**

---

Les services du ministère de la Santé sont au courant de l'article publié dans le numéro spécial du mois de décembre du magazine « 60 millions de consommateurs ». Aucun des médicaments y mentionnés ne fait à l'heure actuelle officiellement l'objet d'une éventuelle suspension par les autorités sanitaires nationales françaises ou de procédures d'arbitrage par l'Agence européenne des médicaments (EMA), tout en rappelant qu'une réglementation pharmaceutique efficace vise à assurer l'innocuité, l'efficacité et la qualité des médicaments.

Les médicaments autorisés, qui sont utilisés dans les indications concernant le traitement symptomatique des affections et troubles bénins comme la toux ou le rhume, sont repris dans la liste des médicaments commercialisés au Luxembourg. L'information fournie par cette liste est cependant limitée aux modalités de prescription et de remboursement et ne donne accès ni à leur composition ni à leur dosage en principes actifs. La consultation des banques de données administratives a permis aux services du ministère de la Santé de recenser un nombre de 60 médicaments à prescription non obligatoire renfermant à divers dosages et à associations plus ou moins variées des principes actifs vasoconstricteurs, antihistaminiques ou autres, tels que des huiles essentielles, extraits de plantes ou des sels. Ces médicaments à prescription non obligatoire ne contiennent, pour la grande majorité, qu'une association de deux principes actifs. Ils sont proposés lors des demandes de conseil pour traiter le plus rapidement possible les affections courantes hivernales.

C'est justement dans le contexte de l'automédication que le pharmacien doit mettre le patient en garde contre une thérapeutique aléatoire. Il est du devoir du pharmacien d'informer et d'éclairer le patient sur le fait que la prise de médicaments à prescription non obligatoire doit être limitée à une courte période. Si au cours de cette période, qui ne doit pas dépasser cinq jours, les symptômes ne disparaissent pas ou s'aggravent, le patient doit consulter un médecin.

Force est de rappeler que le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre, et qu'il incombe au pharmacien d'informer et conseiller le patient pour que ce dernier décrypte les nombreuses informations transmises par les médias. La publicité au public concernant les médicaments sans prescription encadrée obligatoire et qui peuvent être mis en vente en ligne, est dans ce sens strictement réglementée et son contrôle incombe aux autorités sanitaires.